Numéro 160

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
JUILLET - AOUT 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°160
Juillet - Août 2026

SOMMAIRE

- Jonathan Mfiri Kenshune, *Analyse de la perception des stratégies d'attractivité et de fidélisation des croyants des églises chrétiennes à Kinshasa*……1
- Marc Kobo Makolo, *Les conditions spécifiques à la responsabilité du transporteur aérien* 13
- Léon Engondo Makaba, *Formation des apprenants adultes dans les centres d'alphabétisation de la ville de Kinshasa* 21
- Deborah Mabiala Mvunda, Freddy Clever Lubala Kasumbi, Ange Mondo Ntimansiemi, *Déterminants d'accès à l'entrepreneuriat numérique par les jeunes universitaires de Kinshasa* 28
- Djuma Pili Babu, *La gestion de chambre comme stratégie politique* 37
- Paul Samangua Okitalange, *La gouvernance sécuritaire dans l'Est de la RDC face aux interventions régionales et internationales* 43
- Bénie Biselele Ntumba, *La responsabilité disciplinaire des commissaires aux comptes en droit positif congolais* 50
- Ally Kabongolo Lusamba, Augustin Cilengi Kandolo, *Informalité urbaine et gestion environnementale à Kinshasa : contraintes pour les politiques publiques* 60
- Eddy Ngomele Mayele, David Kutangila Mayoya, *La prédiction des transactions frauduleuses dans une plateforme mobile de vente d'espaces commerciaux virtuels : application du modèle Isolation Forest (2023-2026). Cas de Kinshasa/RDC* 66
- Leblanc Muyaka Wendo, *Analyse empirique du risque de crédit bancaire par l'approche de scoring : essai avec le cas de la Rawbank* 76
- Ange Matondo, Josué Ozowa Latem, *Les manifestations psychopathologiques liées à la séparation du téléphone portable chez les adolescents scolarisés : étude empirique en milieu scolaire* 84
- Israël Bongongo Atula, Esther Mboyo Engunda, Maria Mbombo Kakanda, *La géopolitique minérale en Afrique centrale et la sécurité : regard sur la RDC* 91
- Gertrude Mangaza Kangela, *De l'effectivité de la protection des droits de la veuve à l'épreuve des réalités sociales en RDC : cas de la tribu Lega* 98
- Jean-Jules Mboti Matolu, *Mythe de la conscience dans la gestion des déchets à Kinshasa : entre idéalisme moral et réalité institutionnelle* 104
- Thérèse Bilonda Lukusa, *La limitation irréalisée de la dot en RDC : entre normativité légale et résistance coutumière* 109
- Espérant Senemona Nakwafion, Hilaire Makindu Massamba Kaba, Xavier François Langi Sogena, *Processus d'acquisition des ressources et performance des PME dans la ville de Gemena*.....115
- Mimie Mpika Nsungi, *Immigration irrégulière en RDC : causes, conséquences et mécanismes de protection des étrangers* 123
- Aristote Mango Bepaly, *La responsabilité civile à l'épreuve de la protection du consommateur numérique en droit congolais* 129
- David Odia Mbuyi, *Déterminants de la croissance économique des pays en développement : approche panel de 2005 à 2017* 136
- Maria Mbombo Kakanda, Papy-Marcel Nyamabu Kabengele, Israël Bongongo Atula, *L'ANAPI et l'impact des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo : défis et opportunités* 143
- Pierre Dikete Koyamondja, *L'effectivité des droits fondamentaux face à l'analphabétisme et au déficit d'accès à l'information : entre fiction juridique et citoyenneté inaccomplie* 150

- Victor Kapoke Okito, *Le rôle des médias de la province du Sankuru face au recrutement des jeunes dans l'armée pendant la période de guerre à l'Est de la RDC*……156
- Austin Bongima Bolangi, *Infrastructures de transport et dynamique de la croissance endogène en République Démocratique du Congo : approche économétrique par le modèle à correction d'erreur* 165
- Mundonga Kimpembe C., Ngongo Kilongo F., Amina Lwikitcha B., Mutula Mudekere J., *Le développement intégral des chrétiens des Églises locales de la 8e CEPAC, axe Chahi dans la ville de Bukavu : une analyse critique pour la mission holistique de l'Église* 174
- Gudule Muzongo Mbo, Jocelyn Nappa Usatu, Guillain Komana Kota, Exaucé Bumbakini Kubemba, *Accès à la protection sociale et prise en charge institutionnelle des personnes du troisième âge à Kinshasa* 181
- Schekinah Mopiti Mikwa, Deborah Bowa Baike, *Gratuité de l'enseignement primaire et qualité de l'éducation dans la ville de Kinshasa : une analyse de la commune de Limete (2020-2025)* 191
- Faida Zahabu Mwangu, *Bilocalité conjugale et mobilité professionnelle à Lodja : analyse sociologique des stratégies de résilience familiale en contexte d'enclavement* 198
- Éric Mbutyabo Makati, *La responsabilité civile et environnementale des entreprises minières en droit congolais : quelles réparations pour les dommages écologiques ?* 204
- Willy Luanda Bautolinga, Jean-Pierre Kolokota Baelo, Félix Mbangala Bimbu, Jacques Djoli Iseng'Ekeli, Barthélemy Omeonga Tongomo, *La question épistémologique des thèses doctorales en sciences sociales en République Démocratique du Congo : fondements juridiques et enjeux de la participation des autorités coutumières à la protection des écosystèmes forestiers* 210
- Jean Roger Kayembe Kabeya, *Analyse juridique des guichets uniques congolais : cas de celui de la déclaration et paiement uniques de l'impôt et cotisations sur les rémunérations des travailleurs* 215
- Tommy Bakola Bolingo, *État des lieux de l'Agence nationale pour la promotion des investissements et du guichet unique face à la création d'entreprise en République Démocratique du Congo*……221
- Charles Kasereka Matsipa, Félicité Langwana Kiwani, Marthe Khake Kabuo, *Catastrophes naturelles et résilience communautaire : perception et stratégie d'adaptation des riverains de la rivière N'djili face aux inondations à Kinshasa* 229
- Jean-Paul Lumvutu Mandiangu, *De la problématique de la mise en œuvre mitigée par la République démocratique du Congo de ses engagements internationaux relatifs à la protection de sa biodiversité* 235
- Delphin Dieudo Shimuna, Socrate Ibutshi Musongo, Steve Kabasele Mukeba, *Communication gouvernementale et protection de l'environnement en République démocratique du Congo : analyse des politiques publiques, défis et perspectives* 251
- Jérôme Mungukende Pithua, *Intégration régionale et crise sécuritaire : regard sur l'adhésion de la RDC à la Communauté des États de l'Afrique de l'Est* 258
- Bénédicte Akukwi Stella, Aristide Manzusi Nketo, *L'entrepreneuriat féminin comme forme de participation citoyenne économique en République démocratique du Congo : rôle et influence des associations entrepreneuriales féminines dans les politiques publiques* 266
- Véronique Ndjeka Olele, Danny Kabongo Kandolo, *Modélisation des relations entre climat relationnel, bien-être et performance scolaire : proposition d'un dispositif méthodologique mixte en contexte scolaire congolais* 279
- Evariste Mbayabu Ntambwe, Danny Kabongo Kandolo, *Impact des outils pédagogiques locaux sur la compréhension des concepts mathématiques chez les élèves du primaire en milieu rural : cas de la Sous-division de Lodja 6 (RDC)* 285
- Carine Lomotsha, *Application du plan de prévision des matières selon l'approche par compétences en coupe-couture : cas du centre de Tshumbe* 291
- Brigitte Anibiloni Sungufue, Nestor Kombozi Waloimi, Augustin Avoci Pithua, Jean-Bosco Ndungo Walaya, *Inflation et taux de change en République démocratique du Congo de 1990 à 2022*…..298
- Jean Mbuyu Luyongola, Benjamin Makamba Mbalanda, *L'irrecevabilité du pourvoi en cassation : audit critique des arrêts de rejet liés au mandat, au délai et aux décisions préparatoires* 311
- Guy Mbau Gibanda, *Gouvernance universitaire et reddition des comptes : effets sur l'image institutionnelle des établissements publics d'enseignement supérieur à Kinshasa* 321

- Matthieu Tshilumba Kalenga, *L'impact de la digitalisation des procédures d'importation via la FERI sur la performance du commerce extérieur de la RDC* 330
- Angèle Ngoy Kasongo, Danny Kabongo Kandolo, *Influence des stratégies pédagogiques locales sur l'apprentissage de la lecture en milieu rural : cas des écoles primaires de la Sous-division Lubefu 2* 337
- Jean-Thomas Omalohembe Mumbola, Paul-René Lohata Tambwe Okitokosa, *Difficultés d'accès aux services de santé et d'éducation de base en milieu rural sankurois : analyse des inégalités et stratégies d'amélioration de 2019 à 2023* 346
- Stanis Kwete Minga, *Evolution des modes de passation des marchés publics en RDC : une évaluation statistique sur la période 2016-2021*.....351
- Blaise Nzuzi Kimini, *Publicité déguisée des produits présentés comme médicamenteux sur les réseaux sociaux : opportunité commerciale ou risque de sante publique ? Analyse de contenu des plateformes Facebook « SM Market – Herbal Spray »et WhatsApp « Santé pour Homme et Femme – FDA »*…….361
- Jean Eloho Omokoko Ovungu, Henock Kasimoto, Raoul Kienge-Kienge Intudi, *Construction symbolique d'altérité conflitogène intercommunautaire dans le Sankuru* 369
- Jean-Paul Liyongo Bompoko, *Audit des recettes tarifaires et mobilisation des ressources du trésor public en RD Congo : analyse empirique du Port de Matadi de 2021 à 2025*…….372
- Eugénie Dinkembi Dimbueni, *Le Mandombe face aux dynamiques contemporaines de préservation et de revalorisation de l'identité culturelle Kongo* 378
- Belvie Kabamba Kabeya, *Crise de l'effectivité du droit pénal face aux fautes de gestion financière des sociétés commerciales dans les marchés publics en RDC* 385
- Stella Dago Alino, *La grammaire du pouvoir répressif international : de la responsabilité pénale individuelle à la responsabilité du supérieur hiérarchique* 395
- Grace Pongo Ndjondo, *Le management des institutions confessionnelles pour le développement local : cas de l'Église kimbanguiste à Kinshasa* 401
- Marcelin Mukala Musiru, *Les paradoxes de la profession des journalistes en RDC : liberté proclamée, indépendance entravée ?* 409
- François Layinga Katete, *Crise sécuritaire de Mobodo dans l'espace Grand Bandundu et sa résolution par l'approche EXAUCLEP*.....416

Construction symbolique de l'altérité conflictogène et reproduction des conflits intercommunautaires dans le Sankuru : une analyse socio-criminologique des rapports Eswe-Ekonda

Par :
Jean Eloho Omokoko Ovungu
Henock Kasimoto
Raoul Kienge-Kienge Intudi

Résumé

La présente étude analyse les conflits intercommunautaires dans le Sankuru à partir d'une double perspective socio-criminologique : celle des déterminants structurels de la conflictualité et celle des constructions symboliques de l'altérité. Elle part du postulat selon lequel les violences opposant, de manière récurrente, des segments communautaires associés aux espaces Eswe et Ekonda ne peuvent être expliquées ni par les seules rivalités foncières, politiques et économiques, ni par les seules représentations identitaires. Leur reproduction résulte plutôt d'une interaction dynamique entre conditions matérielles, fragilité institutionnelle, compétition pour le leadership local, mémoire conflictuelle et discours de différenciation entre « nous » et « eux ».

L'article mobilise un cadre théorique articulant la théorie des représentations sociales de Serge Moscovici, la théorie de l'identité sociale d'Henri Tajfel, l'approche interactionniste de Howard Becker et la théorie de la violence structurelle de Johan Galtung. Sur le plan méthodologique, l'étude adopte une démarche qualitative et documentaire, appelée à être approfondie par des entretiens semi-directifs auprès des leaders communautaires, des autorités locales, des jeunes, des femmes médiatrices et des acteurs institutionnels. L'analyse montre que les leaders communautaires jouent un rôle décisif dans la transformation des tensions ordinaires en conflits mobilisateurs, dans la mesure où ils participent à la production, à la circulation et à la légitimation des récits de victimisation, d'exclusion et de menace.

L'étude soutient que la pacification durable du Sankuru suppose une approche intégrée, combinant transformation des représentations hostiles, réforme des mécanismes fonciers, renforcement des institutions locales, médiation communautaire et prévention criminologique de la violence collective.

Mots-clés : altérité ; représentations sociales ; conflit intercommunautaire ; Eswe ; Ekonda ; Sankuru ; violence collective ; criminologie ; identité sociale ; médiation communautaire.

Abstract

This article examines intercommunity conflicts in Sankuru through a socio-criminological perspective that combines structural determinants of conflict and symbolic constructions of otherness. It argues that recurrent violence between community segments associated with Eswe and Ekonda cannot be explained solely by land disputes, political competition or economic inequalities, nor by identity-based representations alone. Rather, such conflicts are reproduced through a dynamic interaction between material conditions, institutional fragility, local leadership competition, conflict memory and discourses opposing "us" to "them".

The article draws on Serge Moscovici's theory of social representations, Henri Tajfel's social identity theory, Howard Becker's interactionist approach and Johan Galtung's theory of structural violence. Methodologically, the study adopts a qualitative and documentary approach, to be deepened through semi-structured interviews with community leaders, local authorities, youth, women mediators and institutional actors. The analysis shows that community leaders play a decisive role in transforming ordinary tensions into mobilizing conflicts, as they contribute to producing, circulating and legitimizing narratives of victimhood, exclusion and threat.

The study argues that sustainable peace in Sankuru requires an integrated approach combining the transformation of hostile representations, reform of land governance mechanisms, strengthening of local institutions, community mediation and criminological prevention of collective violence.

Keywords: otherness; social representations; intercommunity conflict; Eswe; Ekonda; Sankuru; collective violence; criminology; social identity; community mediation.

Introduction

Les conflits intercommunautaires constituent l'une des formes les plus persistantes de violence collective dans plusieurs espaces africains contemporains. En République démocratique du Congo, ils prennent des formes variées : conflits fonciers, rivalités coutumières, luttes pour le contrôle des positions politiques locales, tensions autour des ressources économiques, affrontements entre groupes d'appartenance et contestations de légitimité territoriale. La province du Sankuru, bien que moins médiatisée que l'Est du pays, n'échappe pas à cette dynamique. Les tensions entre communautés identifiées localement autour des

référents Eswe et Ekonda y révèlent une conflictualité profonde, dont les manifestations violentes menacent la cohésion sociale, la sécurité humaine et les perspectives de développement local.

Réduire ces conflits à des affrontements spontanés serait insuffisant. Les violences intercommunautaires ne surgissent pas dans un vide social. Elles s'inscrivent dans une mémoire collective, dans des rapports de pouvoir, dans des rivalités d'accès aux ressources et dans des représentations de l'autre progressivement construites comme menaçantes. Elles relèvent donc d'un processus de production sociale de la violence. Ce processus combine des dimensions objectives — terre, pouvoir, pauvreté, faiblesse institutionnelle — et des dimensions subjectives — perceptions, récits historiques, stéréotypes, victimisation et catégorisation identitaire.

C'est précisément cette articulation que le présent article entend interroger. Les leaders communautaires occupent une position stratégique dans la structuration de ces conflits. Investis d'une autorité traditionnelle, morale, politique, religieuse ou associative, ils participent à la formation des représentations collectives. Leur parole peut contribuer à la médiation, à l'apaisement et à la requalification pacifique des différends. Mais elle peut aussi entretenir la méfiance, rigidifier les frontières identitaires et légitimer la confrontation. Dans cette perspective, les leaders ne sont pas de simples observateurs du conflit. Ils peuvent devenir des entrepreneurs d'identité, des médiateurs de sens ou, dans certains cas, des catalyseurs de mobilisation conflictuelle.

La question centrale de cette recherche est la suivante : comment les représentations construites par les leaders communautaires Eswe à propos des leaders et populations Ekonda contribuent-elles à la reproduction des conflits intercommunautaires dans le Sankuru, et de quelle manière ces représentations s'articulent-elles aux déterminants structurels de la violence locale ?

L'hypothèse générale défendue est que les représentations identitaires et les discours mobilisateurs des leaders communautaires jouent un rôle de catalyseur dans un contexte déjà marqué par des tensions foncières, politiques, économiques et institutionnelles. Autrement dit, les représentations ne créent pas seules le conflit, mais elles donnent un sens, une direction et une légitimité aux tensions objectives. Elles transforment des différends matériels en oppositions morales entre groupes, et des rivalités locales en conflits d'appartenance.

L'intérêt scientifique de cette recherche réside dans sa contribution à une criminologie des violences collectives attentive aux dimensions symboliques du conflit. L'intérêt pratique tient à la possibilité d'élaborer des stratégies de prévention qui ne se limitent pas à la sécurisation des zones de tension, mais qui prennent également en compte la transformation des discours, la médiation des mémoires, la régulation foncière et le renforcement des institutions locales.

1. Cadre méthodologique

Cette étude adopte une démarche qualitative de type socio-criminologique. Elle repose, dans sa configuration actuelle, sur une analyse documentaire et théorique, enrichie par l'exploitation de sources institutionnelles, médiatiques et doctrinales relatives aux conflits communautaires, aux violences collectives et aux dynamiques locales du Sankuru. Les sources mentionnées dans le manuscrit initial — notamment les rapports de la Commission diocésaine Justice et Paix, les informations diffusées par l'Agence congolaise de presse, Radio Okapi et certains médias provinciaux — permettent d'identifier les formes récurrentes de conflictualité, sans toutefois suffire à établir une cartographie exhaustive des violences.

L'approfondissement empirique de la recherche suppose la réalisation d'entretiens semi-directifs auprès de plusieurs catégories d'acteurs : leaders communautaires Eswe, leaders Ekonda, chefs coutumiers, autorités administratives locales, responsables judiciaires, médiateurs traditionnels, leaders religieux, jeunes, femmes engagées dans les initiatives de paix et victimes des violences. Une telle diversification des interlocuteurs est nécessaire pour éviter une lecture unilatérale du conflit et pour confronter les récits concurrents produits par les différents groupes.

La méthode proposée repose également sur l'analyse de discours. Les récits de victimisation, les expressions de menace, les références au passé, les accusations d'injustice, les métaphores territoriales et les catégories utilisées pour désigner l'autre constituent des matériaux centraux. Ils permettent de comprendre comment les acteurs nomment le conflit, comment ils construisent les responsabilités et comment ils rendent certaines formes d'hostilité socialement acceptables.

La validité de la démarche exige une triangulation des sources. Les récits des leaders doivent être confrontés aux données documentaires, aux témoignages des victimes, aux archives administratives, aux observations de terrain et aux points de vue d'acteurs marginalisés, notamment les jeunes et les femmes. Cette

triangulation est indispensable dans un contexte où les conflits communautaires sont souvent marqués par la concurrence des mémoires, la sélection stratégique des faits et la politisation des récits.

L'étude reconnaît enfin une limite importante : les données disponibles ne permettent pas encore d'établir des résultats empiriques définitifs. Le présent article propose donc une analyse théorico-documentaire structurée, destinée à servir de base à une enquête qualitative approfondie. Cette prudence méthodologique est nécessaire pour éviter de transformer des hypothèses interprétatives en conclusions définitives.

2. Cadre théorique : penser ensemble structure, représentation et violence collective

2.1. Les représentations sociales comme matrices d'interprétation du conflit

La théorie des représentations sociales, développée par Moscovici, permet de comprendre comment les groupes construisent des systèmes partagés d'interprétation de la réalité (Moscovici, 1961). Une représentation sociale n'est pas une simple opinion individuelle. Elle constitue un cadre collectif à travers lequel un groupe définit les événements, classe les acteurs, interprète les menaces et oriente ses conduites. Dans un contexte de conflit, elle peut transformer un différend local en opposition identitaire durable.

Appliquée au Sankuru, cette perspective invite à analyser les images que les leaders Eswe construisent à propos des Ekonda, et inversement. Ces images peuvent porter sur l'histoire, la terre, le pouvoir, l'honneur communautaire, la légitimité coutumière ou la loyauté politique. Lorsque l'autre est décrit comme envahisseur, dominateur, agresseur, manipulateur ou bénéficiaire injuste d'un privilège, la représentation ne se limite plus à décrire une situation. Elle prépare une posture d'hostilité.

La force des représentations tient à leur capacité à naturaliser le conflit. Ce qui relève initialement d'une rivalité politique, d'un litige foncier ou d'une compétition de leadership peut être reformulé comme une opposition essentielle entre communautés. La conflictualité devient alors moins négociable, parce qu'elle touche à l'identité collective et à la mémoire du groupe.

2.2. Identité sociale et polarisation intergroupe

La théorie de l'identité sociale de Tajfel et Turner éclaire les mécanismes de polarisation entre groupes (Tajfel & Turner, 1979). Les individus cherchent à maintenir une image positive de leur groupe d'appartenance. Cette valorisation peut s'accompagner d'une dépréciation du groupe extérieur, surtout lorsque les ressources matérielles ou symboliques sont perçues comme limitées. La distinction entre « nous » et « eux » devient alors un principe d'organisation de la perception sociale.

Dans les conflits intercommunautaires, cette logique se manifeste par la construction d'un « nous » moralement légitime et d'un « eux » présenté comme menaçant. Les termes locaux employés pour désigner l'appartenance ou l'altérité ne sont pas de simples marqueurs linguistiques. Ils condensent des rapports de proximité, de distance, de méfiance et de hiérarchisation. Ils produisent une frontière symbolique qui peut précéder ou accompagner la frontière physique du conflit.

Cette polarisation a des effets sociaux importants. Elle renforce la cohésion interne du groupe, mais elle réduit la capacité de reconnaître la complexité de l'autre. Elle simplifie les responsabilités, durcit les positions et rend plus difficile l'émergence d'un compromis. Plus le conflit s'enracine dans l'identité, plus la négociation apparaît comme une concession morale plutôt que comme une solution politique.

2.3. Étiquetage, stigmatisation et production sociale de la déviance

L'approche interactionniste de Becker rappelle que la déviance n'est pas seulement une qualité intrinsèque d'un acte ; elle résulte aussi d'un processus de désignation sociale (Becker, 1963). Dans un contexte communautaire conflictuel, qualifier l'autre d'agresseur, de destructeur, d'étranger, d'usurpateur ou de menace ne relève pas seulement du vocabulaire. Ces catégories produisent des effets. Elles orientent les réactions collectives, justifient la méfiance et peuvent rendre la violence défensive aux yeux de ceux qui l'exercent.

Goffman permet de prolonger cette analyse à travers la notion de stigmate (Goffman, 1963). Lorsqu'un groupe est durablement assigné à une identité négative, les interactions ordinaires deviennent suspectes. La stigmatisation réduit l'autre à une caractéristique supposée : son origine, son territoire, son alignement politique, son appartenance coutumière ou sa loyauté présumée. La personne disparaît derrière l'étiquette communautaire.

Dans le Sankuru, l'analyse des conflits doit donc porter attention aux mots utilisés pour désigner les groupes. Les catégories d'accusation, les récits de trahison et les expressions de menace ne sont pas secondaires. Ils constituent une infrastructure symbolique de la violence. Ils rendent possible le passage de la tension à l'action collective hostile.

2.4. Violence structurelle et violence culturelle

La théorie de la violence structurelle de Galtung fournit un cadre essentiel pour dépasser une lecture exclusivement événementielle des affrontements (Galtung, 1969). La violence directe se manifeste dans les coups, les destructions, les morts et les déplacements. Mais elle repose souvent sur une violence structurelle plus profonde : inégalités d'accès aux ressources, exclusion politique, faiblesse des services publics, absence de justice impartiale et marginalisation économique. À cette violence structurelle s'ajoute une violence culturelle, c'est-à-dire l'ensemble des croyances, récits et justifications qui rendent la violence acceptable ou légitime.

Dans le Sankuru, les conflits fonciers, les rivalités coutumières, la compétition pour les positions politiques et la fragilité des institutions locales constituent le substrat structurel de la conflictualité. Mais ce substrat ne devient pleinement mobilisateur que lorsqu'il est interprété à travers des récits d'injustice et des représentations antagonistes. La violence directe apparaît alors comme l'expression visible d'un système plus profond de frustrations, de discours et d'institutions défaillantes.

Cette perspective permet de comprendre pourquoi les interventions strictement sécuritaires sont insuffisantes. Mettre fin à un affrontement ponctuel ne signifie pas transformer les conditions qui le produisent. Tant que les structures d'inégalité persistent et que les discours hostiles continuent d'organiser les perceptions, le conflit peut se réactiver sous de nouvelles formes.

3. Les facteurs subjectifs de la conflictualité

3.1. Les récits de victimisation

Les récits de victimisation occupent une place centrale dans la reproduction des conflits intercommunautaires. Chaque groupe tend à se représenter comme victime d'injustices historiques, d'exclusion politique, d'atteintes territoriales ou de mépris symbolique. Cette mémoire du tort n'est pas nécessairement inventée ; elle peut s'appuyer sur des expériences réelles. Mais elle devient conflictogène lorsqu'elle est mobilisée pour construire l'autre comme responsable permanent du malheur collectif.

Le récit victimaire a une fonction sociale. Il renforce la cohésion interne, donne une signification aux souffrances et justifie la vigilance du groupe. Toutefois, il peut aussi enfermer la communauté dans une temporalité de revanche. Les événements passés sont alors réactivés pour interpréter les tensions présentes, même lorsque les causes immédiates du conflit sont différentes.

Dans une perspective criminologique, le récit de victimisation devient dangereux lorsqu'il transforme l'agression en réparation symbolique. La violence peut être présentée comme une réponse légitime à une injustice antérieure. Le groupe ne se perçoit plus comme auteur d'une transgression, mais comme restaurateur d'un équilibre rompu.

3.2. La construction de l'autre comme menace

La conflictualité intercommunautaire repose souvent sur une construction progressive de l'autre comme menace. Cette menace peut être territoriale, politique, économique, démographique ou morale. L'autre est suspecté de vouloir dominer, prendre la terre, contrôler les institutions, humilier le groupe ou effacer son identité.

Ce processus est au cœur de la construction symbolique de l'altérité conflictogène. L'autre n'est plus seulement différent ; il devient dangereux. Une fois cette représentation installée, les interactions ordinaires peuvent être interprétées à travers le prisme de la menace. Un litige foncier devient une stratégie d'expansion. Une nomination politique devient une domination communautaire. Une dispute locale devient une provocation collective.

Le rôle des leaders est déterminant dans cette transformation. Par leurs discours publics, leurs prises de position et leurs interprétations des événements, ils peuvent réduire ou amplifier le sentiment de menace. Lorsqu'ils valident les lectures les plus antagonistes, ils contribuent à installer un climat de suspicion durable.

3.3. Les entrepreneurs d'identité et la mobilisation collective

Les leaders communautaires peuvent être analysés comme des entrepreneurs d'identité. Cette expression désigne les acteurs capables de produire des récits collectifs, de définir les intérêts du groupe, de désigner les adversaires et de proposer des modes d'action. Leur influence ne tient pas seulement à leur statut formel, mais à leur capacité à rendre crédible une certaine interprétation du conflit.

Cette fonction peut être pacificatrice ou conflictogène. Un leader peut rappeler les liens historiques entre communautés, relativiser les incidents, ouvrir des espaces de dialogue et refuser les généralisations. Mais il peut aussi sélectionner les événements les plus douloureux, radicaliser la mémoire collective et présenter l'autre comme un danger permanent. Dans ce dernier cas, son discours devient un dispositif de mobilisation.

L'analyse doit cependant éviter de faire des leaders les seuls responsables du conflit. Leur parole n'est efficace que parce qu'elle résonne avec des frustrations sociales, des inégalités vécues et des institutions fragiles. Le leader conflictogène ne crée pas ex nihilo la violence ; il organise symboliquement des tensions déjà présentes.

4. Les facteurs structurels de la conflictualité

4.1. Les enjeux fonciers

La terre occupe une place centrale dans les conflits communautaires. Elle n'est pas seulement une ressource économique. Elle est aussi un marqueur d'appartenance, un support de mémoire, un signe de souveraineté locale et un fondement de légitimité coutumière. Lorsqu'un litige foncier oppose deux groupes, il engage donc bien plus qu'une parcelle ou une limite administrative. Il met en jeu des conceptions concurrentes de l'histoire et de l'identité territoriale.

Dans le Sankuru, les tensions liées aux limites de terres, aux usages agricoles, aux droits coutumiers ou à la reconnaissance administrative peuvent devenir des catalyseurs de violence. La faiblesse des mécanismes de règlement, l'absence de cadastre fiable, la lenteur judiciaire et la politisation des décisions foncières favorisent la transformation des litiges en affrontements collectifs.

Le conflit foncier est d'autant plus dangereux qu'il permet de fusionner intérêt matériel et récit identitaire. Défendre la terre devient défendre la communauté. Contester un droit foncier peut être interprété comme contester l'existence même du groupe. Cette fusion rend la médiation plus complexe, car les compromis techniques sont souvent perçus comme des concessions identitaires.

4.2. La compétition politique locale

Les conflits intercommunautaires ne peuvent être dissociés des luttes pour le pouvoir local. Les postes politiques, les fonctions administratives, les responsabilités coutumières, les institutions provinciales et les ressources publiques constituent des enjeux de compétition. Lorsque l'accès à ces positions est perçu comme capturé par un groupe, les frustrations peuvent se traduire en discours d'exclusion.

La politique locale peut alors ethniciser ou communautariser des rivalités qui relèvent aussi de l'accès aux ressources et à la reconnaissance. Les leaders politiques peuvent mobiliser l'identité pour consolider une base de soutien, délégitimer des adversaires ou transformer une compétition électorale en affrontement communautaire. Dans ce cas, l'identité devient une ressource stratégique.

Cette instrumentalisation ne signifie pas que les identités seraient artificielles. Elle signifie qu'elles peuvent être activées, durcies et politisées selon les contextes. Une appartenance qui, en temps ordinaire, coexiste avec d'autres formes de solidarité peut devenir dominante lorsque la compétition politique lui donne une valeur de mobilisation.

4.3. La faiblesse institutionnelle

La fragilité des institutions constitue un facteur déterminant dans la reproduction des violences. Lorsque les autorités administratives, judiciaires ou coutumières sont perçues comme absentes, lentes, partiales ou inefficaces, les communautés tendent à produire leurs propres mécanismes d'auto-régulation. Ces mécanismes peuvent parfois résoudre des différends, mais ils peuvent aussi dégénérer en auto-justice collective.

La théorie du contrôle social permet d'éclairer cette situation. Lorsque les liens institutionnels qui encadrent les comportements s'affaiblissent, les normes informelles prennent une importance accrue (Hirschi, 1969). Dans un contexte conflictuel, ces normes informelles peuvent être orientées vers la vengeance, la défense communautaire ou la protection du territoire. L'affaiblissement de l'État ne produit donc pas seulement un vide ; il ouvre un espace à d'autres formes de régulation, parfois violentes.

La prévention des conflits suppose dès lors un renforcement réel des institutions locales. Mais ce renforcement ne peut être seulement administratif. Il doit aussi être symbolique. Les institutions doivent être perçues comme légitimes, impartiales et accessibles. Sans confiance, même une institution formellement présente peut rester socialement inefficace.

4.4. Les inégalités socio-économiques et la privation relative

La pauvreté ne produit pas automatiquement la violence. Mais elle peut créer un terrain favorable à la conflictualité lorsque les groupes interprètent leur situation comme injuste par comparaison avec d'autres. La théorie de la privation relative de Gurr permet de comprendre ce mécanisme : la frustration naît moins du manque absolu que de l'écart perçu entre les attentes légitimes et les possibilités réelles (Gurr, 1970).

Dans le Sankuru, les déficits de développement, la faiblesse des infrastructures, l'accès limité aux services publics et les inégalités dans la distribution des opportunités peuvent alimenter un sentiment d'abandon.

Lorsque ce sentiment est interprété à travers une grille communautaire, il devient potentiellement conflictuel. Le groupe peut estimer que son retard est causé par la domination d'un autre groupe ou par la partialité des autorités.

Cette dynamique montre que le développement local n'est pas un enjeu extérieur à la paix. Il en constitue une condition. Des politiques publiques inclusives, visibles et équitablement réparties peuvent réduire les perceptions d'injustice. À l'inverse, un développement inégal ou politisé peut renforcer les récits de marginalisation.

5. L'interaction entre facteurs subjectifs et structurels : une configuration criminogène

Le conflit Eswe-Ekonda ne peut être expliqué par une cause unique. Il résulte d'une configuration criminogène dans laquelle les facteurs structurels et subjectifs se renforcent mutuellement. Les rivalités foncières, les compétitions politiques et les inégalités locales produisent des frustrations. Ces frustrations sont interprétées à travers des représentations identitaires. Les représentations identitaires légitiment la mobilisation collective. La mobilisation collective peut produire des violences. Les violences renforcent ensuite les récits hostiles et justifient de nouvelles tensions.

Ce cycle peut être décrit en six moments : une tension matérielle apparaît ; elle est interprétée comme une injustice communautaire ; des leaders ou acteurs influents produisent un récit de menace ; le groupe se mobilise autour d'une identité défensive ; des actes hostiles sont commis ; ces actes alimentent la mémoire du conflit et préparent sa réactivation. La violence devient ainsi circulaire.

Cette circularité explique la récurrence des conflits. Les affrontements ne se reproduisent pas seulement parce que les causes initiales demeurent. Ils se reproduisent parce que chaque épisode violent devient une ressource mémorielle pour le suivant. Les morts, les maisons détruites, les humiliations, les déplacements et les pertes économiques s'inscrivent dans une mémoire collective qui peut être réactivée à tout moment par un nouveau litige.

La notion de configuration criminogène permet de dépasser l'opposition entre explication structurelle et explication culturelle. Elle montre que la violence collective n'est ni un simple produit de la pauvreté, ni une conséquence mécanique de l'identité. Elle est le résultat d'un agencement entre intérêts, représentations, institutions faibles et leadership mobilisateur.

6. Les leaders communautaires entre pacification et escalade

Les leaders communautaires occupent une position ambivalente. Ils peuvent être des acteurs de prévention, mais aussi des facteurs d'escalade. Leur rôle dépend de leur rapport au pouvoir, de leurs intérêts, de leur autorité morale, de leur capacité de dialogue et du contexte politique dans lequel ils interviennent.

Lorsqu'ils adoptent une posture de pacification, les leaders peuvent réduire les malentendus, déconstruire les rumeurs, rappeler les interdépendances entre communautés, soutenir les mécanismes coutumiers de médiation et orienter les jeunes vers des formes non violentes d'expression. Ils peuvent aussi faciliter la reconnaissance mutuelle des torts, condition indispensable à une paix durable.

Lorsqu'ils adoptent une posture conflictogène, ils peuvent au contraire durcir les frontières symboliques, sélectionner les souvenirs douloureux, diffuser les accusations collectives et présenter la confrontation comme une obligation morale. Dans ce cas, leur autorité devient un facteur de légitimation de la violence. Les jeunes, souvent plus exposés au chômage, à la frustration et à la mobilisation identitaire, peuvent devenir les exécutants d'un conflit défini par d'autres.

La prévention doit donc accorder une attention particulière au leadership communautaire. Il ne suffit pas de réunir les leaders autour d'un dialogue ponctuel. Il faut travailler sur leurs responsabilités, leurs discours publics, leurs intérêts politiques, leurs modes de légitimation et leur capacité à reconnaître les souffrances de l'autre groupe sans perdre leur crédibilité auprès du leur.

7. Perspectives de prévention criminologique

7.1. Prévention primaire : agir sur les causes structurelles

La prévention primaire doit viser les causes profondes de la conflictualité. Elle suppose une gouvernance foncière plus transparente, une clarification des limites territoriales contestées, un accès équitable aux ressources publiques, un renforcement des services sociaux de base et une représentation politique moins perçue comme capturée par des logiques communautaires.

Le traitement des conflits fonciers doit être prioritaire. Il exige des mécanismes locaux de médiation, mais aussi un appui juridique et administratif crédible. Les décisions doivent être documentées, expliquées et acceptables pour les différentes parties. Une résolution imposée sans reconnaissance des perceptions locales risque de produire une paix fragile.

7.2. Prévention secondaire : transformer les discours et les groupes à risque

La prévention secondaire doit cibler les acteurs et espaces où la polarisation est la plus forte. Elle peut passer par la formation des leaders communautaires à la médiation, l'éducation à la paix, la mise en place de cadres permanents de dialogue intercommunautaire, l'implication des jeunes dans des projets communs et la participation des femmes aux dispositifs de prévention.

La transformation des discours est essentielle. Il ne s'agit pas d'imposer une mémoire officielle, mais de créer les conditions d'un récit moins antagoniste. Les communautés doivent pouvoir reconnaître leurs souffrances respectives sans les transformer en justification de nouvelles violences. La médiation doit donc travailler sur les faits, mais aussi sur les mots, les symboles et les représentations.

7.3. Prévention tertiaire : réparer et rompre le cycle de vengeance

La prévention tertiaire concerne les situations où la violence a déjà eu lieu. Elle vise à empêcher sa reproduction. Elle suppose des mécanismes de justice restaurative, de réparation symbolique et matérielle, de reconnaissance des victimes et de réintégration sociale des acteurs impliqués dans les affrontements.

Une commission locale de vérité et de réconciliation pourrait être envisagée, à condition qu'elle ne soit pas réduite à un cérémonial. Elle devrait permettre d'entendre les victimes, d'identifier les responsabilités, de documenter les pertes, de reconnaître les torts et de proposer des réparations proportionnées. Sans réparation, la mémoire de la violence demeure disponible pour de futures mobilisations.

7.4. Vers un modèle intégré de pacification

Un modèle efficace de prévention doit combiner quatre dimensions : réforme structurelle, transformation symbolique, renforcement institutionnel et responsabilisation des leaders. Une réponse seulement sécuritaire ne peut pas suffire. Elle peut contenir temporairement la violence, mais elle ne transforme ni les causes foncières, ni les récits de victimisation, ni les intérêts politiques qui entretiennent le conflit.

La paix durable dans le Sankuru exige donc une approche globale. Elle doit articuler le travail sur les terres, les institutions, les mémoires, les discours, la jeunesse, les réparations et le développement local. Une telle approche suppose la participation active des communautés, mais aussi l'engagement effectif de l'État provincial et national.

Conclusion

L'analyse de la construction symbolique de l'altérité conflictogène dans le Sankuru montre que les conflits intercommunautaires entre Eswe et Ekonda ne relèvent ni d'une fatalité culturelle ni d'une simple compétition matérielle. Ils résultent d'une interaction complexe entre représentations sociales, rivalités structurelles, faiblesse institutionnelle et stratégies d'acteurs. Les leaders communautaires occupent une place centrale dans cette dynamique, parce qu'ils contribuent à définir l'autre, à interpréter les événements et à orienter les conduites collectives.

L'étude met en évidence que les discours de victimisation, les récits de menace et les catégorisations identitaires peuvent transformer des tensions localisées en conflits récurrents. Mais ces discours ne deviennent mobilisateurs que parce qu'ils s'enracinent dans des conditions matérielles concrètes : litiges fonciers, compétition politique, inégalités socio-économiques et déficit de régulation étatique. La violence collective apparaît ainsi comme le produit d'un processus circulaire dans lequel les structures nourrissent les représentations, tandis que les représentations réactivent les structures conflictuelles.

Sur le plan scientifique, cette réflexion contribue à une criminologie des violences communautaires attentive aux médiations symboliques. Elle invite à dépasser les explications monocausales et à analyser les conflits comme des constructions sociales dynamiques. Sur le plan pratique, elle montre que la prévention durable ne peut se limiter à des interventions ponctuelles de pacification. Elle doit agir simultanément sur la gouvernance foncière, la médiation communautaire, la transformation des discours, la justice restaurative, le leadership responsable et l'inclusion socio-économique.

En définitive, pacifier durablement le Sankuru suppose de transformer à la fois les conditions matérielles du conflit et les imaginaires collectifs qui le rendent acceptable. Tant que l'autre sera perçu comme une menace essentielle, chaque différend pourra devenir le point de départ d'une nouvelle confrontation. Mais si les leaders, les institutions et les communautés parviennent à reconstruire des récits de coexistence, la frontière symbolique entre « nous » et « eux » pourra progressivement céder la place à une citoyenneté locale partagée.

Références bibliographiques

Bayart, J.-F. (2006). *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Paris : Fayard.

Becker, H. S. (1963). *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*. New York : Free Press.

Becker, H. S. (1985). *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Paris : Métailié.

Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard.

Coser, L. A. (1956). *The Functions of Social Conflict*. Glencoe : Free Press.

Coser, L. A. (1982). *Les fonctions du conflit social*. Paris : Presses universitaires de France.

Dahrendorf, R. (1972). *Classes et conflits de classes dans la société industrielle*. Paris : Mouton.

Elias, N., & Scotson, J. L. (1997). *Logiques de l'exclusion*. Paris : Fayard.

Galtung, J. (1969). « Violence, Peace, and Peace Research ». *Journal of Peace Research*, 6(3), 167-191.

Goffman, E. (1963). *Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity*. Englewood Cliffs : Prentice-Hall.

Goffman, E. (1975). *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Minuit.

Gurr, T. R. (1970). *Why Men Rebel*. Princeton : Princeton University Press.

Hirschi, T. (1969). *Causes of Delinquency*. Berkeley : University of California Press.

Moscovici, S. (1961). *La psychanalyse, son image et son public. Étude sur la représentation sociale de la psychanalyse*. Paris : Presses universitaires de France.

Moscovici, S. (1989). « Des représentations collectives aux représentations sociales ». Dans D. Jodelet (dir.), *Les représentations sociales* (p. 62-86). Paris : Presses universitaires de France.

Omasombo Tshonda, J. (dir.). (2014). *Sankuru. Espace et pouvoir*. Tervuren : Musée royal de l'Afrique centrale.

Pires, A. P. (1997). « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique ». Dans J. Poupart et al. (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal : Gaëtan Morin.

Ricœur, P. (1969). *Le conflit des interprétations. Essais d'herméneutique*. Paris : Seuil.

Simmel, G. (1995). *Le conflit*. Paris : Circé.

Sutherland, E. H. (1947). *Principles of Criminology*. Philadelphie : J. B. Lippincott.

Tajfel, H. (1974). « Social Identity and Intergroup Behaviour ». *Social Science Information*, 13(2), 65-93.

Tajfel, H., & Turner, J. C. (1979). « An Integrative Theory of Intergroup Conflict ». Dans W. G. Austin & S. Worchel (dir.), *The Social Psychology of Intergroup Relations* (p. 33-47). Monterey : Brooks/Cole.

Weber, M. (1971). *Économie et société*. Paris : Plon.

Wieviorka, M. (2005). *La violence*. Paris : Balland.

Willame, J.-C. (1997). *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*. Paris : L'Harmattan.

Sources documentaires à vérifier avant soumission finale

Agence congolaise de presse. (2023). « Sankuru : le gouverneur appelle les autorités coutumières à bannir les conflits coutumiers ».

Commission diocésaine Justice et Paix. (2023). *Rapport sur les conflits fonciers et coutumiers au Sankuru*.

Gouvernement provincial du Sankuru. (2023). *Plan provincial de pacification et de cohésion sociale*.

Programme des Nations Unies pour le développement. (2022). *Rapport sur la gouvernance locale au Sankuru*.

Radio Okapi. (2023). Bulletins d'information relatifs aux conflits au Sankuru.

RTNC Sankuru. (2023). Reportages sur les conflits intercommunautaires à Katako-Kombe et Lodja.

Search for Common Ground. (2023). *Dialogue intercommunautaire dans le Sankuru : bilan et perspectives*.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

